

Introduction

Dwayne Mamo
Catherine Wessendorf

2020 a été une année sans précédent pour la population mondiale qui a connu une pandémie mondiale unique dans sa vie. Les peuples autochtones - armés de connaissances et d'une expérience couvrant des générations après avoir été confrontés à des maladies contagieuses et à d'autres pandémies - ont répondu au COVID-19 avec de nouvelles méthodes traditionnelles et innovantes de protection et de prévention ; tous contre la discrimination disproportionnée et la marginalisation auxquelles ils sont confrontés chaque jour.

Malgré l'absence ou l'insuffisance de programmes de secours d'urgence et leur mise en œuvre, des politiques faibles et peu ou pas de soutien social, sanitaire et économique de la part des gouvernements, les peuples autochtones ont pris les choses en main de manière proactive pour se protéger et se soutenir mutuellement. Tout simplement, alors que les peuples autochtones ont fait preuve d'une résilience résolue pendant la pandémie, COVID-19 a également mis en évidence et amplifié de manière exponentielle les profondes inégalités auxquelles ils continuent de faire face dans le monde.

La pandémie a eu un impact si grave sur les droits et le bien-être des peuples autochtones que le nouveau Rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits des peuples autochtones, Francisco Calí Tzay, a consacré son premier rapport thématique au COVID-19 et aux risques particuliers et problèmes mondiaux que cela a élevé pour les peuples autochtones. Il y a noté que les peuples autochtones sont «*rarement pris en compte dans les plans d'urgence*» et, selon les conclusions de son rapport, une majorité d'États n'ont pas inclus les peuples autochtones dans leurs plans de relance COVID-19, soulignant l'importance des peuples autochtones pour le droit au consentement libre, préalable et éclairé aux décisions qui les concernent.¹

Les preuves et les expériences présentées dans cette édition de Monde Autochtone sont extrêmement claires et similaires : les droits, les besoins et les défis des peuples autochtones pendant la pandémie n'ont tout simplement pas été pris en considération. Sur presque tous les continents, dans de nombreux cas :

- les établissements de santé étaient inaccessibles,
- les informations sur la santé n'étaient pas diffusées ou rendues disponibles dans les langues autochtones,
- les équipements de protection individuelle n'étaient pas distribués,
- les colis de secours ne tenaient pas compte des marchés économiques autochtones et
- l'éducation à distance n'a pas pris en compte la manque d'équipement électronique et l'indisponibilité d'accès à Internet pour les enfants et les étudiants autochtones.

De plus, dans la plupart des pays, les données COVID-19 liées, par exemple, aux impacts sanitaires et économiques, n'étaient pas du tout désagrégées ni pour les peuples autochtones en particulier, ce qui signifie qu'il a été presque impossible d'avoir une image claire de la façon dont le virus a affecté les peuples autochtones dans des pays

individuels, ce qui aurait pu aider les autorités à fournir l'aide spécifique dont les peuples autochtones ont besoin.

L'Indigenous Navigator Initiative², sur la base d'efforts de collecte de données menés en collaboration et menés par les communautés et de témoignages de communautés autochtones, a fourni des informations de première main sur la situation des peuples autochtones dans les 11 pays (Bangladesh, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Colombie, Kenya, Népal, Pérou, Philippines, Suriname et Tanzanie) où les communautés ont participé à la collecte de données, au plaidoyer et à la mise en œuvre du projet. Dans cette initiative, les données et les entretiens ont identifié comment les obstacles préexistants à la santé, à la sécurité sociale et à l'éducation ont alimenté les impacts disproportionnés de la pandémie sur les peuples autochtones. Ils ont également indiqué une augmentation de l'insécurité alimentaire liée à la perte des moyens de subsistance et au manque d'accès à la terre et aux ressources naturelles. À l'inverse, des rapports ont montré que lorsque les peuples autochtones disposent de droits fonciers sécurisés, ils sont bien mieux adaptés pour survivre à la pandémie, ne s'inquiétant pas autant des fermetures prolongées ou de la possibilité de cultiver et d'accéder à de la nourriture et des plantes médicinales³

Mais les conclusions ont également souligné le rôle vital joué par les communautés autochtones dans la mise en place de la réponse et du redressement face à la crise mondiale.

Une fois de plus, comme pour d'autres pandémies, virus et maladies, les peuples autochtones ont dû se débrouiller seuls grâce à diverses activités, notamment :

- en ravivant les pratiques traditionnelles d'auto isolement et de protection,
- en utilisant des thérapies médicales traditionnelles pour renforcer leur système immunitaire ou traiter d'autres maladies à éviter,
- en se rendant dans des cliniques ou des hôpitaux,
- en fabriquant leur propre équipement de protection individuelle et
- en créant leurs propres initiatives d'information et de sensibilisation sur le virus dans leur propre langue.

De nombreux autres exemples de la façon dont les peuples autochtones ont abordé la situation avec leur propre approche autodéterminée, sensible à la culture et fondée sur les droits peuvent être trouvés tout au long de cette édition.

En plus des luttes et des efforts d'atténuation auxquels les peuples autochtones ont été confrontés en raison du virus, ils ont continué à lutter contre la discrimination et la violence ciblée, ont lutté contre un espace civique qui se rétrécissait, n'ont pas reconnu leurs droits en tant que peuples et ont souffert de la dépossession des terres, des expulsions et des effets négatifs de l'impact du changement climatique ainsi que des efforts de conservation descendants.

Non seulement les peuples autochtones sont touchés de manière disproportionnée par les effets de la COVID-19 et ses conséquences ; ils sont également confrontés à une répression accrue de la part des États qui utilisent la pandémie comme moyen de promulguer des lois qui empiètent davantage sur leurs droits. Pour les peuples autochtones, les conséquences à long terme de la pandémie peuvent être dévastatrices.

Impacts de la COVID-19 sur la santé des peuples autochtones

L'histoire a démontré que des maladies comme la COVID-19 peuvent faire des ravages chez les peuples autochtones en raison de divers facteurs, allant du manque d'accès aux infrastructures au manque de services de santé de base, y compris la vaccination.

Les peuples autochtones sont déjà confrontés à la marginalisation et à des services médicaux et des informations sur la santé inadéquats, y compris des informations insuffisantes dans leurs langues, ce qui les empêche de recevoir les informations et les soins appropriés dont ils ont besoin pour tester et identifier les cas d'infection ou traiter les personnes susceptibles d'être infectées. En outre, de nombreuses communautés n'ont souvent pas accès à des sources d'eau propres ou suffisantes en raison d'infrastructures inadéquates ou inexistantes, de sécheresse ou de pollution, ce qui signifie que l'une des principales mesures pour prévenir la propagation de la maladie - se laver les mains avec du savon - est une mesure préventive difficile à prendre pour les collectivités. Et l'absence de gouvernements prenant en considération les communautés autochtones dans l'élaboration de leurs plans de prévention rend la situation plus difficile pour les peuples autochtones.

En fin de compte, COVID-19 a exposé le mauvais système de santé national de nombreux pays, non seulement en général, mais spécifiquement dans la façon dont il a répondu aux besoins de santé immédiats et variés des peuples autochtones et de leurs communautés :

- Les installations médicales n'étaient pas assez proches des communautés autochtones et manquaient d'équipements appropriés,
- les médecins ne pouvaient pas atteindre de nombreuses communautés,
- les mesures de protection n'étaient pas uniformément mises en œuvre par les gouvernements,
- les communications n'étaient pas adaptées à la culture ou effectuées dans les langues autochtones et locales, et
- les peuples autochtones étaient non consultés ou inclus dans la conception des programmes de prévention et de traitement d'urgence, ignorant complètement leurs thérapies et besoins traditionnels, enfin
- le matériel d'information n'a été fourni qu'en langues autochtones après un lobbying persistant de la part des organisations autochtones.

Certains articles de cette édition ont des chiffres très clairs qui montrent l'impact disproportionné de COVID-19 sur les communautés autochtones. Dans certains États des États-Unis, par exemple, le taux de mortalité des Indiens d'Amérique âgés de 20 à 50 ans était 10 fois plus élevé que celui des non autochtones ; au Canada, les peuples des Premières Nations ont subi les effets du COVID-19 à un taux 40 % plus élevé que les non autochtones, et au Chili, une communauté – la communauté Yagán – avait le taux d'infection le plus élevé du pays, presque le triple de la moyenne nationale, affectant les personnes âgées de la communauté, y compris celle qui est le dernier locuteur natif de leur langue.

D'autres articles montrent clairement la sous-déclaration des incidents et des décès dus au COVID-19 dans les communautés autochtones des régions éloignées :

- Au Suriname, par exemple, le taux de mortalité des peuples autochtones dû au COVID-19 était disproportionné par rapport aux personnes non autochtones. Cependant,

malgré les rapports des organisations autochtones et les refoulements auprès des autorités, ces décès n'ont fait l'objet d'aucun rapport ni d'une enquête.

- Au Kenya, en raison de l'éloignement de nombreuses communautés autochtones et du manque d'équipement médical, les cas de COVID-19 n'ont pas non plus été signalés.

Ces facteurs ont été exacerbés par le fait que COVID-19 s'est propagé rapidement, ce qui signifie qu'il a déchiré les communautés autochtones avec peu d'immunité accumulée. Ces communautés sont souvent très unies, s'appuyant les unes sur les autres ou vivant à proximité les unes des autres où les ressources et les maisons sont partagées, ce qui rend l'impact plus grave lorsque des stratégies telles que la distanciation sociale ne sont pas aussi viables :

- En Israël, par exemple, la construction de villages et d'habitations de communautés bédouines a rendu l'isolement presque impossible. En raison de leur éloignement et du manque de routes goudronnées, l'accès aux soins médicaux était limité. En outre, la fourniture d'informations COVID-19 en arabe a été limitée par le gouvernement, non seulement dans les documents imprimés, mais également avec les opérateurs de hotline qui pouvaient parler arabe.

- Tel a été le cas des peuples autochtones du Vietnam qui vivent loin des établissements médicaux et dont l'accès à l'information sur le virus était faible et rarement dans leur langue.

- Les peuples autochtones du Cameroun ont été confrontés à la même situation et ont connu une faible implication du gouvernement et un manque général de coordination entre divers organismes gouvernementaux.

- Les peuples autochtones de Guyane française ont contracté le COVID-19 car les gens ont transporté le virus au-delà de la frontière avec eux alors qu'ils se rendaient librement dans le pays depuis le Brésil, qui a eu des politiques laxistes en réponse à la pandémie. Les politiques françaises étaient également faibles en ce qui concerne les voyages à destination et en provenance de la Guyane française, ce qui a contribué à la propagation du virus. De la nourriture et des équipements de protection individuelle n'ont été mis à la disposition des peuples autochtones que parce que les peuples eux-mêmes ont demandé de l'aide et fait appel aux organisations non gouvernementales internationales.

- Les peuples autochtones de Bolivie ont dû se rendre dans d'autres communautés pour recevoir des fournitures médicales, des traitements et des soins - car ces produits et services n'étaient pas disponibles dans leurs communautés - où ils pourraient, dans certains cas, contracter le virus et le rapporter à leur les communautés vulnérables agissant comme vecteur.

- En Inde, dans la même veine, les blocages ont laissé des millions de travailleurs migrants bloqués ; quand ils ont pu retourner dans leur ville natale, beaucoup ont ramené le virus avec eux. De plus, beaucoup de ces Autochtones travaillant ou étudiant dans les grandes villes du Nord-Est, loin de chez eux, ont subi une discrimination raciale, étant directement accusés d'avoir apporté le virus avec eux en raison de leur apparence. Certains ont été expulsés de leurs chambres louées, d'autres ont été crachés dessus dans les rues et certains se sont vu refuser l'accès aux installations médicales. Il y a même eu des rapports selon lesquels certains ont été éjectés de trains en mouvement.

Insécurité alimentaire et impacts économiques

Alors que le monde se verrouillait, les peuples autochtones ont été considérablement touchés par une grave réduction de leurs opportunités économiques, tombant plus profondément dans la pauvreté et devenant dangereusement en situation d'insécurité alimentaire. La perte d'emplois, comme dans le cas du Vietnam et de la Thaïlande, a forcé certains à quitter les zones urbaines et les grandes villes pour retourner dans leurs villages d'origine, ce qui a imposé un fardeau supplémentaire aux communautés qui survivaient à peine. Dans certains cas extrêmes, les gens ne pouvaient même pas accéder à leurs propres champs pour cultiver de la nourriture pour leurs propres ménages.

Les pratiques traditionnelles, telles que l'agriculture et l'élevage dans le but de vendre des marchandises sur les marchés ont été pratiquement supprimées à mesure que les marchés fermaient, les transports étaient limités et les routes étaient bloquées. En Tanzanie et au Burkina Faso, la valeur marchande du bétail a chuté lors de la réouverture des marchés et a considérablement réduit les revenus des éleveurs. Dans de nombreux cas, les éleveurs ont dû vendre plus de leur bétail pour joindre les deux bouts. Les peuples autochtones dans un certain nombre de pays dépendent du tourisme pour la vente de biens ainsi que pour les revenus du travail dans les parcs. Les jeunes autochtones au Kenya et les Batwa en Ouganda, par exemple, qui travaillent dans le domaine du tourisme animalier et agissent comme guides pastoraux, ont perdu leurs revenus en raison de la forte baisse du tourisme.

Impact sur les aînés et l'éducation

Les aînés autochtones dans de nombreuses cultures sont les détenteurs du savoir traditionnel, de l'histoire et de la langue, et occupent des postes importants dans la prise de décision pour leurs communautés. COVID-19 a menacé la survie de ces anciens et la culture et la tradition qu'ils portent, comme aux États-Unis où de nombreux anciens tribaux sont morts et avec eux des langues et des traditions en danger. Au Pérou, au moment où le gouvernement a élaboré un plan pour faire face au COVID-19, il était déjà trop tard pour de nombreuses communautés autochtones qui ont perdu plusieurs dirigeants.

Les blocages ont non seulement fermé des communautés et des villes, mais également de nombreux services, y compris des écoles et des universités qui ont dû passer à une éducation entièrement virtuelle et en ligne. Cependant, l'accès à Internet et aux équipements électroniques a rarement été pris en considération lorsqu'il s'agissait de traiter la situation des peuples autochtones, qui ont été touchés de manière disproportionnée comme au Bangladesh où 75 % des étudiants autochtones n'ont pas pu accéder aux cours diffusés à la télévision nationale en raison d'un manque d'électricité ou d'avoir accès à une télévision, et en Polynésie française où seulement la moitié de la population étudiante a accès à internet. En Malaisie, les étudiants autochtones ont tout simplement abandonné l'école et ceux qui ont fait la tentative et ont pu rester à l'école ont dû parcourir de longues distances jusqu'au sommet des collines dans l'espoir de trouver une connexion Internet.

Comme toujours, les peuples autochtones ont fait preuve de résilience à cet égard et ont trouvé des solutions à ces défis. Encore une fois, au Bangladesh, où l'éducation affectait de manière disproportionnée les étudiants autochtones, un groupe de jeunes étudiants

universitaires Chakma qui ont dû retourner dans leur village en raison de la pandémie a lancé un projet – Pohr Sidok (Laissez la lumière briller) – lorsque COVID-19 a frappé et commencé à enseigner aux enfants de leur village grâce à l'enseignement régulier des manuels. L'initiative dans le village s'est répandue et a conduit les jeunes des villages voisins à faire de même.

L'accaparement des terres et les projets à grande échelle se poursuivent malgré la pandémie

Comme le rapporteur spécial de l'ONU Calí Tzay l'a commenté dans son rapport, les peuples autochtones ont continué à subir des injustices, car les grandes entreprises semblaient être autorisées à poursuivre librement leurs activités, empiétant sur les terres autochtones, tandis que les restrictions sur les propres mouvements des peuples autochtones et la liberté d'utiliser et de protéger leurs terres ont été réprimées.

Au Chili, bien que des mesures de verrouillage soient en place, les grands projets économiques se sont poursuivis tandis que les particuliers ne pouvaient pas mener leurs petites entreprises ou vendre des marchandises sur les marchés. Au fur et à mesure que les projets économiques se poursuivaient, ceux qui faisaient l'objet de processus de consultation autochtone se sont poursuivis en ligne, sans respecter la fracture numérique entre les peuples autochtones et les entreprises - un problème qui a été soulevé à Calí Tzay.

De plus, le nombre de projets soumis aux études d'impact environnemental dans le pays a doublé de mars à mai 2020 - au moment où COVID-19 a commencé sa propagation - par rapport à la même période en 2019 et 2018.

Le Chili n'était pas le seul pays d'Amérique latine ou d'ailleurs à présenter ce comportement inquiétant et délétère. Dans de nombreux pays, dont l'Inde, le Népal et les Philippines, entre autres, les activités minières, l'exploitation des hydrocarbures et l'agrobusiness étaient considérées comme un moyen d'empêcher les économies nationales de s'endetter à l'extrême et étaient donc exemptées des restrictions imposées par les gouvernements pour empêcher propagation de la maladie.

- En Inde, dans le cadre des mesures de récupération de COVID-19, le gouvernement a ouvert des dizaines de blocs de charbon à des fins d'exploitation minière commerciale, dont beaucoup se trouvaient sur des terres autochtones. Et même si l'Inde a été durement touchée par la pandémie, les forces de sécurité et l'opposition armée n'ont pas cessé de cibler, d'enlever et de tuer des membres des peuples autochtones, et les expulsions de peuples autochtones de leurs forêts se sont également poursuivies sans relâche avec plus de quatre millions de réclamations placées sous la Loi sur les droits des peuples autochtones et tribaux.

- Au Cambodge, la réponse du gouvernement s'est largement concentrée sur les zones urbaines, ce qui a permis non seulement de poursuivre mais d'augmenter les opérations d'exploitation forestière illégale et d'accaparement des terres.

- En Malaisie, malgré le verrouillage, le gouvernement a autorisé la poursuite de l'exploitation forestière et, dans un cas particulièrement flagrant, les bûcherons se sont déplacés vers un territoire dont l'exploitation a été déclarée interrompue en 2019.

Pendant ce temps, dans d'autres pays, comme Aotearoa (Nouvelle Zelande), des lois d'urgence en cas de pandémie concernant la conduite des affaires ont été élaborées et approuvées avec des échappatoires permettant de contourner les processus de consentement, tandis qu'en Australie, la législation comprenait des clauses permettant la consultation des peuples autochtones n'a pas été respectée.

Ciblage des défenseurs des droits humains des peuples autochtones

Parallèlement à la menace dangereuse de la pandémie de COVID-19, les peuples autochtones ont été confrontés à un deuxième problème dangereux : le ciblage des défenseurs des droits humains des peuples autochtones sous couvert du désarroi ou de l'intensification des mesures d'urgence.

Bien que COVID-19 ait pratiquement stoppé le monde, les peuples autochtones ont continué de lutter pour défendre leurs droits humains, fonciers et environnementaux. 2020 a été une autre année meurtrière pour les défenseurs des droits. Au moins 331 défenseurs des droits humains ont été tués en 2020, dont 44 femmes. Plus précisément, 26% de ces courageux défenseurs travaillaient spécifiquement sur les droits des peuples autochtones et 69% des personnes tuées travaillaient sur les droits fonciers et environnementaux en plus des droits des peuples autochtones. D'après les violations signalées à *Front Line Defenders* pour le rapport annuel d'analyse mondiale, les défenseurs les plus ciblés étaient ceux qui défendent les droits des peuples autochtones, à la terre et à l'environnement⁴ – les principaux droits pour lesquels les peuples autochtones se battent chaque jour.

En réponse à la pandémie, certains pays ont introduit ou accru la présence de militaires et de policiers dans les zones rurales où vivent les peuples autochtones. Le manque d'accès à la communication et à l'information a encore accru le risque de violations des droits humains, et de telles violations pourraient passer inaperçues par les mécanismes de surveillance et de protection affectés par les confinements et autres mesures juridiques, ne laissant ainsi personne responsable.

Ce fut le cas au Myanmar en 2020 au début de la pandémie – avant le coup d'État de 2021 – où, en vertu de mesures d'urgence, 220 sites Web, dont beaucoup gérés par des minorités ethniques et des peuples autochtones, ont été fermés pour avoir prétendument diffusé de fausses informations sur le virus, et une panne d'Internet qui a commencé en 2019 dans huit cantons touchés par le conflit s'est poursuivie pendant la pandémie, malgré les critiques de la société civile, laissant ces zones incapables de partager des informations vitales sur le virus.

Le gouvernement des Philippines a adopté une approche militariste des restrictions et des mesures. Une loi antiterroriste a été adoptée avec des définitions vagues qui permettaient d'arrêter des personnes sans motif. Des fermetures sévères ont laissé les peuples autochtones extrêmement isolés, laissant certaines personnes bloquées pendant de longues périodes dans des communautés qui n'étaient pas les leurs en raison d'interdictions extrêmes de voyager. Et malgré ces restrictions extrêmes, de grands projets d'infrastructure et agricoles se sont poursuivis et les peuples autochtones qui défendaient leurs terres et leurs communautés ont continué d'être ciblés, notamment via la distribution de matériel, de faux sites d'information et de faux profils de médias

sociaux revendiquant des individus et des organisations autochtones. étaient des groupes terroristes.

Au Nicaragua, les attaques contre les peuples autochtones ont causé la mort de 13 personnes et 10 autres disparues.

Au Guatemala, plusieurs personnes autochtones et non autochtones défendant les droits autochtones ont été tuées et, selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ciblées pour leur activisme.

Alors que de plus en plus de zones voient de nouveaux blocages, les gouvernements ont accru leurs pouvoirs grâce à une législation d'urgence instantanée et, dans certains pays, ont déployé des forces militaires pour mettre en œuvre la législation d'urgence, ce qui signifie que les défenseurs des droits sont davantage exposés car ils ne peuvent pas se déplacer librement. Ainsi, ces défenseurs importants sont plus faciles à trouver, leur réseau de soutien d'urgence est plus difficile à mobiliser pour la protection, et les autorités continuent d'acquérir des capacités plus larges pour les faire taire.

Résilience des peuples autochtones : autoprotection et sensibilisation

Les communautés autochtones subissent depuis des générations des violations des droits humains, y compris des violations de leur droit à la santé en raison d'infections virales. Ils ont appris à se protéger pour survivre et ainsi devenir des communautés fortes et résilientes. Les communautés de peuples autochtones de toutes les régions du monde ont déjà réagi à la pandémie en utilisant leurs mécanismes de protection autodéterminés et ont pris des mesures avancées pour fermer leurs villages ou se retirer davantage dans la nature pour éviter tout contact, bien avant que les gouvernements nationaux n'agissent.

Partout dans le monde, les peuples autochtones ont relevé le défi de manière proactive de répondre à un besoin critique d'informations avec des communications radio/podcast diffusant des informations sur COVID-19 à leurs communautés, ainsi que des mesures de précaution dans les langues autochtones (voir par exemple les articles sur la Bolivie, Indonésie, Népal, Tanzanie, Thaïlande et Zimbabwe).

La réponse à la pandémie des peuples autochtones de l'Arctique a montré leur force et leur résilience en utilisant leurs vastes traditions orales qui ont suivi la longue histoire de la façon dont les pandémies les ont affectés pour aider à lutter contre COVID-19. Par exemple, utiliser les connaissances nécessaires pour éviter les infections de la variole en comprenant comment la maladie se propage et quelles actions ont été efficaces pour l'atténuer. D'autres ont utilisé des pratiques nomades pour éviter les foyers de maladies. Beaucoup ont encore des souvenirs vivaces de membres de leur famille et de leur communauté partageant des histoires de la dernière pandémie mondiale - la pandémie de grippe espagnole de 1918-1920 - et en tant que tels ont toujours pu mettre en œuvre des pratiques traditionnelles particulières car les compétences et les connaissances nécessaires ont été maintenues en vie. par les traditions orales transmises entre les générations.

En Indonésie, les organisations autochtones nationales se sont coordonnées et se sont conseillées sur la manière de répondre à la pandémie par ce qu'elles ont appelé une « quarantaine digne » et ont organisé de nombreuses réunions virtuelles pour partager des informations et apprendre les unes des autres sur la façon de s'adapter. Dans le même temps, les femmes et les jeunes autochtones étaient en première ligne de la riposte en fabriquant des désinfectants à partir d'ingrédients naturels et en créant des didacticiels vidéo pour enseigner aux communautés autochtones comment se protéger du virus. Les communautés autochtones de Thaïlande se sont également réunies pour se soutenir mutuellement en échangeant des marchandises, en partageant des informations sur COVID-19 et en s'enseignant mutuellement à fabriquer des désinfectants, des gels et des masques faciaux.

En Australie, le secteur de la santé contrôlé par la communauté autochtone a été en mesure de proposer des solutions culturellement adaptées au virus, démontrant l'importance et l'efficacité du contrôle communautaire et de l'autodétermination, ce qui a conduit à six fois moins de cas d'infection dans ces communautés autochtones. Certaines des interventions comprenaient des visites de test à domicile, la collaboration avec des banques alimentaires et des cafés pour ceux qui avaient besoin de nourriture, la livraison de documents écrits traduits et la communication sur plusieurs plateformes de médias sociaux, et la création d'une trousse d'outils spécialisée pour la prévention.

Des centaines de communautés autochtones du monde entier ont pris des mesures pour s'isoler, protégeant leurs villages et leurs territoires des étrangers, notamment en fermant des routes, des pistes d'atterrissage et des voies de transport :

- Au Bangladesh, au Cambodge, en Inde et en Thaïlande, les communautés autochtones ont bloqué leurs villages.
- Les peuples autochtones d'Algérie, de Bolivie, du Costa Rica et du Nicaragua ont fait de même, créant des cordons de sécurité, empêchant les gens d'entrer et de sortir des zones ou mettant en place des contrôles, garantissant que ceux qui ont été en contact avec des étrangers portent des masques, parallèlement à d'autres mesures.
- Au Suriname, comme le montre la couverture de ce livre, les communautés autochtones sont allées jusqu'à bloquer les pistes d'atterrissage.
- À Rapa Nui, les vols ont également été bloqués malgré un chômage grave et une augmentation du coût des marchandises, car seuls les avions remplis de fret plutôt que les touristes étaient autorisés. Cependant, pour s'adapter à la situation, les peuples autochtones de l'île ont relancé leurs méthodes de culture vivrière et de pêche et le gouvernement a consacré tout son budget à la création d'emplois.
- Aux États-Unis, les tribus ont mis en place des points de contrôle sanitaire aux entrées de leurs territoires pour se protéger du virus ;
- Au Canada, les communautés ont bloqué l'accès aux voyages et au commerce; et en Malaisie, de nombreux peuples autochtones se sont retirés davantage dans les forêts non seulement pour se protéger, mais aussi pour subvenir à leurs propres besoins. Ces tactiques d'auto-isollement étaient dans de nombreux cas la raison pour laquelle il y avait une faible propagation du virus parmi ces communautés.

Dans de nombreux cas, les mesures prises pour l'auto-isollement et l'auto-protection se sont appuyées sur des connaissances et des pratiques traditionnelles anciennes qui ont été revigorées. Les peuples autochtones ont également relancé les pratiques médicales et thérapeutiques traditionnelles, en utilisant des remèdes et des plantes traditionnels

pour aider à prendre soin de leurs communautés et empêcher la propagation du virus, des exemples peuvent être trouvés dans les articles sur le Kenya et la Tanzanie. Au Guatemala, pour un certain nombre de communautés autochtones, la pandémie a entraîné une revitalisation

Les processus et mécanismes internationaux et régionaux trouvent une nouvelle façon de s'engager

Alors que la pandémie se propageait, de nombreux mécanismes et agences internationaux et régionaux, tels que l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et le Système interaméricain des droits de l'homme, ont rapidement annulé leurs réunions et trouvé des moyens de poursuivre leur important travail. Au début, l'ajustement s'est avéré difficile pour s'habituer aux plateformes en ligne et virtuelles et pour combler le fossé numérique entre eux et les peuples autochtones, mais c'est rapidement devenu une solution intégrale et largement utilisée.

Un inconvénient majeur, cependant, à la réalité en ligne temporaire des réunions mondiales a été que si les peuples autochtones ont profité de l'opportunité de s'engager de manière proactive, les États et autres parties prenantes concernées ne l'ont pas fait. Sans sessions de présentation, les représentants autochtones n'étaient pas en mesure de s'engager directement avec les États et de promouvoir leurs points de vue et leurs demandes. La pandémie a clairement montré une diminution de l'engagement des États avec les peuples autochtones et en général avec les acteurs de la société civile.

Un autre aspect troublant du comportement de l'État a été dans une situation comme celle du Pérou et de la Colombie, où les processus de consultation ont été contraints de se poursuivre en ligne, ce qui a été continuellement contesté et rejeté par les peuples autochtones.

Un modèle virtuel ne remplace pas les réunions et le travail *in situ* où des réseaux sont créés et encouragés, et où l'apprentissage interrégional est rendu possible, mais c'est une nouvelle méthode d'engagement complémentaire qui est « là pour rester », comme Calí Tzay a déclaré à IWGIA.⁵

Peut-être que l'un des aspects positifs à sortir de la pandémie a été le succès des peuples autochtones étant en mesure d'exploiter l'opportunité de ne plus être lié à faire entendre leur voix lors de réunions en face-à-face, mais pourraient plutôt le faire virtuellement, plus fréquemment et avec plus de représentants en ligne. En outre, des représentants des différents mécanismes, tels que l'Instance permanente et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, ont organisé un nombre croissant de dialogues mondiaux et régionaux avec les peuples autochtones, en particulier sur le thème du COVID-19 et de son impact sur eux. .

Les peuples autochtones de toutes les régions se sont engagés et ont contribué à ces nouvelles opportunités et, à bien des égards, leurs voix ont été renforcées. En fait, bon nombre des recommandations formulées par ces mécanismes sont venues directement des peuples autochtones à travers ces dialogues, le rapport du rapporteur spécial des Nations Unies Calí Tzay sur COVID-19 à l'Assemblée générale des Nations Unies en étant un excellent exemple. Et des agences, telles que le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation

et l'agriculture, ont concrètement réagi aux recommandations des peuples autochtones en les ciblant dans leur programmation COVID-19.

Les peuples autochtones et les mécanismes des droits de l'homme traitant des droits des peuples autochtones ont trouvé que les résultats, la fréquence accrue de la possibilité de se rencontrer et une représentation plus large constituent un nouveau développement important dans la façon dont l'engagement peut être fait avec une efficacité croissante. Mais le vrai changement ne peut pas se faire en ligne seul.

Alors que nous regardons vers l'avenir, il sera important de continuer à demander des comptes aux États et de veiller à ce que le succès de l'engagement virtuel ne soit pas vu hors contexte, remplaçant tous les futurs processus de participation des peuples autochtones par des plateformes en ligne uniquement. Alors que le monde embrasse les avantages de la technologie, les voix des peuples autochtones ne doivent pas être réduites au silence en transférant des processus cruciaux de l'engagement en personne et communautaire aux réunions en ligne.

Nous devons également envisager de renforcer la connectivité pour étendre la portée de la représentation et de l'engagement, car l'accès à des connexions Internet stables n'est pas une réalité courante pour de nombreuses communautés autochtones. Beaucoup peut encore être fait pour mettre les communautés autochtones en ligne, non seulement pour s'engager dans des mécanismes internationaux et régionaux, mais aussi pour surmonter les défis de l'éducation en ligne et de la diffusion d'informations et de nouvelles. Le renforcement de la connectivité offre également une excellente occasion aux peuples autochtones eux-mêmes de partager leurs expériences les uns avec les autres, de renforcer les efforts de plaidoyer et de soutenir les initiatives de solidarité dans toutes les régions.

IWGIA aimerait reconnaître les efforts considérables que ces organismes ont déployés pour s'assurer que les expériences et les recommandations des peuples autochtones ont été entendues et portées à une plate-forme mondiale.

Reconstruire en mieux

Alors que la pandémie a amplifié les inégalités auxquelles les peuples autochtones sont confrontés depuis des générations, mais a également accentué l'accent mis sur la force et la résilience des peuples autochtones et de leurs communautés à se rassembler et à mettre en œuvre des pratiques et des connaissances traditionnelles pour leur survie, comment pouvons-nous reconstruire mieux?

L'une des mesures nécessaires qui doit être prise est l'augmentation des efforts pour fournir aux communautés autochtones les moyens de prévention adéquats et nécessaires en ce qui concerne COVID-19, y compris l'accès à des établissements de santé adéquatement équipés et culturellement appropriés, et des informations dans les langues autochtones. Des évaluations inclusives et dirigées par la communauté des risques et des besoins devraient être entreprises afin de comprendre la situation spécifique des peuples autochtones. Le renforcement des capacités en matière de droits des peuples autochtones pour les institutions étatiques chargées de traiter les questions autochtones devrait être renforcé, y compris les mécanismes de participation et de consultation des peuples autochtones. La participation pleine et effective des peuples

autochtones à la gestion des services de santé et d'éducation, y compris le retour à l'école, devrait également être assurée et des possibilités d'apprentissage à distance devraient être offertes.

Alors que les gouvernements nationaux se concentrent sur la reprise économique pour contrer les dégâts de la pandémie mondiale, beaucoup peuvent opter pour des moyens traditionnels de développement économique en mettant l'accent sur les ressources naturelles, les grands projets d'infrastructure et les opportunités d'extraction.

Les peuples autochtones sont depuis longtemps menacés par les industries extractives et les grands projets industriels pour leurs terres, leurs territoires et leurs ressources naturelles. La reconstruction d'une économie « meilleure » axée sur ces secteurs risque à nouveau d'avoir un impact négatif sur les peuples autochtones et de violer leurs droits et leurs moyens de subsistance. De plus, ils ont la capacité de faire reculer l'humanité dans son objectif de freiner le changement climatique. Le statu quo n'est pas la solution. Par conséquent, reconstruire de meilleures initiatives doit prendre en compte les droits des peuples autochtones et en particulier le droit à la terre, aux territoires et aux ressources naturelles, qui sont essentiels pour leurs activités traditionnelles et pour des pratiques durables et régénératrices. Les propres initiatives et entreprises des peuples autochtones doivent être prioritaires. Les droits du travail des peuples autochtones doivent également être garantis à toutes les étapes de la réponse à la crise et des mesures de redressement.

Pour mieux reconstruire, les solutions des peuples autochtones doivent être entendues car les communautés et les organisations autochtones détiennent des connaissances essentielles dans la conception de la réponse à la pandémie de COVID-19 et au-delà, tirant parti de leurs capacités de résilience et de leurs connaissances et pratiques traditionnelles, et avec le plein respect des droits des peuples autochtones.

Dwayne Mamo

Rédacteur général

Catherine Wessendorf

Directeur exécutif Copenhague, mars 2021

Notes and references

1. United Nations. "Indigenous Peoples Increasingly Succumb to Extreme Poverty as Land Evictions Spike amid COVID-19, Special Rapporteur Tells Third Committee." Meetings Coverage and Press Releases, GA/SHC/4292, 12 October, 2020. <https://www.un.org/press/en/2020/gashc4292.doc.htm>
2. See <https://indigenousnavigator.org/>
3. Asia Indigenous Peoples Pact. "Flash Update on COVID-19: Lessons learned from IPs in Asia." 20 April, 2020. <https://aippnet.org/wp-content/uploads/2020/04/Combined-2nd-flash-Brief-C19.pdf>
4. Front Line Defenders. "Global Analysis 2020." 2020. https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/fl_d_global_analysis_2020.pdf
5. García-Alix, Lola, and Alejandro Parellada. "Francisco Calí Tzay: In situ visits to countries are important." *Debates Indígenas*, 1 February, 2021. <https://debatesindigenas.org/ENG/ns/90-cali-tzay-interview.html>

Source :

IWGIA *The Indigenous World/El Mundo Indígena* 2021

Traduction en français par le GITPA